

Partie II. Lecture empirique des déséquilibres macroéconomiques (2016–2025)

Introduction

L'économie haïtienne, au cours de la décennie 2016–2025, a connu une succession de crises qui ont exacerbé ses fragilités structurelles et confirmé les tensions mises en lumière par la théorie des incompatibilités des choix publics. Si les déséquilibres étaient déjà anciens — faible croissance, instabilité monétaire, déficits budgétaires chroniques, dépendance extérieure — la période considérée a constitué un véritable point de bascule où se sont conjugués des chocs internes et externes d'une intensité inédite. L'analyse empirique de cette trajectoire constitue dès lors un passage obligé pour comprendre comment les contradictions entre objectifs sociaux, contraintes macroéconomiques et pressions internationales se sont traduites concrètement dans les indicateurs macroéconomiques.

Entre 2016 et 2025, Haïti a été confrontée à une série d'événements qui ont mis à l'épreuve sa capacité de résilience. Les crises politiques récurrentes, marquées par des contestations électorales, des blocages institutionnels et une montée de l'insécurité, ont contribué à paralyser l'action publique et à décourager l'investissement. Les émeutes de 2018, déclenchées par la suppression des subventions sur les produits pétroliers, ont révélé la fragilité du compromis social et l'impossibilité de concilier simultanément discipline budgétaire et stabilité sociale. À cela s'ajoutent les effets de la pandémie de COVID-19, qui a bouleversé les circuits productifs et accentué la dépendance à l'aide internationale, ainsi que les répercussions de la crise énergétique et alimentaire mondiale de 2022, issues notamment

de la guerre en Ukraine, qui ont alimenté l'inflation et aggravé la vulnérabilité externe.

Ces chocs se sont inscrits dans une tendance de fond marquée par la dépréciation continue de la gourde, l'accélération de l'inflation, la persistance de déficits budgétaires et l'aggravation de la dette publique. Dans le même temps, la dépendance aux transferts de la diaspora s'est renforcée, atteignant des niveaux sans précédent, tandis que la faiblesse de l'investissement public et privé freinait toute perspective de croissance durable. Loin de constituer des accidents ponctuels, ces évolutions traduisent une dynamique systémique : chaque tentative de stabilisation d'un indicateur (inflation, déficit, change) se heurte à des effets pervers dans d'autres domaines, illustrant pleinement les incompatibilités théorisées par Providence Christophe.

Cette partie empirique s'appuie sur une exploitation systématique des fascicules *Économie en Graphes* de la BRH (2016–2025), des rapports du MEF, des comptes de l'IHSI et des publications des institutions internationales (FMI, Banque mondiale, CEPALC). Elle propose une lecture diachronique et comparative des principaux déséquilibres, structurée autour de quatre dimensions interdépendantes :

1. Le secteur monétaire et financier, marqué par la dollarisation, la volatilité du taux de change et l'inefficacité relative des instruments de la BRH ;
2. Le secteur public, caractérisé par la faiblesse de la mobilisation fiscale, la prédominance des dépenses courantes et la dépendance à l'endettement et à l'aide internationale ;
3. Le secteur réel, où la stagnation de la production, la vulnérabilité agricole, la fragilité des infrastructures et

l'explosion de l'informalité limitent la capacité de croissance ;

4. Le secteur externe, dominé par la dépendance aux importations, la faiblesse des exportations, le poids croissant des transferts de la diaspora et la vulnérabilité de la balance des paiements.

L'objectif n'est pas uniquement de décrire ces déséquilibres, mais d'en montrer la cohérence interne et la logique cumulative. En suivant l'évolution des indicateurs sur dix ans, il sera possible de démontrer que la crise haïtienne n'est pas un enchaînement d'événements fortuits, mais la manifestation persistante de tensions structurelles qui empêchent la constitution d'une trajectoire de développement endogène.

En définitive, cette Partie II propose une lecture empirique des incompatibilités des choix publics en Haïti. Elle vise à montrer, à travers les données, que l'économie haïtienne est enfermée dans un système de contraintes où les arbitrages budgétaires, monétaires et sociaux sont structurellement incompatibles. L'analyse mettra ainsi en évidence les conditions objectives qui bloquent le développement et préparera, dans la Partie III, une réflexion sur les voies possibles pour reconstruire une cohérence nationale.

Chapitre 4. Secteur monétaire et bancaire : entre stabilité et dollarisation

Introduction

Le secteur monétaire et bancaire occupe une place stratégique dans l'économie haïtienne. En tant qu'organe central de régulation, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a pour mission de préserver la stabilité de la monnaie nationale, de contrôler l'inflation et de garantir la solidité du système financier. Toutefois, dans le contexte haïtien, ces missions se heurtent à des contraintes structurelles qui limitent considérablement leur efficacité. Entre 2016 et 2025, la régulation monétaire a été marquée par une tension permanente entre les exigences de stabilité et la réalité d'une dollarisation croissante, qui a progressivement réduit la portée des instruments traditionnels de politique monétaire.

La fragilité monétaire est d'abord le produit d'un déséquilibre macroéconomique chronique : faiblesse de la base fiscale, dépendance aux importations, déficits budgétaires récurrents et vulnérabilité de la balance des paiements. Dans ce contexte, la BRH est souvent contrainte d'intervenir pour financer les déficits publics ou stabiliser le taux de change, au risque d'alimenter l'inflation. L'équilibre délicat entre soutien aux finances publiques et maîtrise de la masse monétaire constitue ainsi un dilemme constant, qui illustre les incompatibilités des choix publics.

La dollarisation de l'économie constitue un autre facteur déterminant. Depuis plusieurs décennies, et plus encore au cours de la période étudiée, le recours massif au dollar américain dans les transactions, les dépôts bancaires et les crédits a affaibli la gourde et limité l'efficacité des instruments de politique monétaire. Selon les données de la BRH, plus de 60 % des dépôts

bancaires et une part significative des prêts sont désormais libellés en dollars. Cette situation réduit la capacité de la banque centrale à contrôler la liquidité et fragilise la transmission de ses décisions, notamment en matière de taux d'intérêt et de régulation du crédit. La dollarisation est à la fois le symptôme d'une perte de confiance dans la monnaie nationale et un facteur aggravant de l'instabilité, puisqu'elle alimente un cercle vicieux de dépréciation et de fuite vers le dollar.

Le système bancaire, pour sa part, se situe dans un double paradoxe. D'un côté, il affiche une relative solidité institutionnelle : ratios de solvabilité globalement respectés, supervision accrue de la BRH, croissance des dépôts. De l'autre, il reste faiblement inclusif : moins de 30 % de la population dispose d'un compte bancaire, et une grande partie des transactions économiques échappe au circuit formel. Cette dualité contribue à renforcer la fragmentation de l'économie, entre une sphère bancaire insérée dans les circuits internationaux et une sphère informelle dominée par des pratiques financières parallèles (systèmes de caisse, usure, transferts directs).

L'évolution du secteur monétaire et bancaire entre 2016 et 2025 doit donc être lue comme un révélateur des tensions systémiques de l'économie haïtienne. D'un côté, la BRH cherche à stabiliser l'économie à travers une gestion prudente de la masse monétaire et des interventions sur le marché des changes ; de l'autre, la dollarisation, l'informalité et les déséquilibres macroéconomiques limitent l'efficacité de ces instruments. Cette contradiction entre objectif de stabilité et réalité de désajustements structurels illustre pleinement la logique des incompatibilités des choix publics : toute politique monétaire visant à contenir l'inflation ou à défendre la monnaie nationale se heurte à la nécessité de financer les déficits budgétaires, de soutenir les importations et de répondre aux besoins sociaux.

Ce chapitre analysera en profondeur cette dynamique. Il examinera d'abord l'évolution des principaux agrégats monétaires et financiers (masse monétaire, inflation, taux de change, crédit au secteur privé), en soulignant les interventions de la BRH et leurs effets. Il explorera ensuite l'ampleur et les conséquences de la dollarisation, avant d'étudier la structure et la performance du système bancaire haïtien, en mettant en lumière ses forces et ses faiblesses. L'objectif est de montrer que le secteur monétaire et bancaire, loin d'être un simple levier technique de régulation, constitue un champ où se manifestent de manière exemplaire les contradictions structurelles de l'économie haïtienne.

1. Agrégats monétaires (M1, M2, M3) et base monétaire

L'analyse des agrégats monétaires constitue un passage essentiel pour comprendre les dynamiques du secteur monétaire haïtien. Les agrégats monétaires regroupent l'ensemble des instruments de paiement et des formes de liquidité disponibles dans l'économie, classés selon leur degré de liquidité et leur proximité avec la monnaie centrale. Ils permettent de mesurer l'évolution de la masse monétaire et de saisir les tensions qui traversent la régulation monétaire, en particulier dans un contexte de dollarisation croissante et de déficits budgétaires récurrents.

1.1. La base monétaire : fondement de la liquidité

La base monétaire, encore appelée « monnaie de banque centrale », constitue le socle du système monétaire et le fondement de la liquidité dans l'économie haïtienne. Elle regroupe principalement la monnaie fiduciaire en circulation (billets et pièces émis par la Banque de la République d'Haïti) ainsi que les réserves détenues par les banques commerciales auprès de la banque centrale. En tant qu'actif émis directement par la BRH, elle représente le premier maillon de la chaîne

monétaire et conditionne la capacité du système bancaire à créer de la monnaie scripturale par le jeu du crédit.

L'importance de la base monétaire tient à sa fonction de levier opérationnel de la politique monétaire. En ajustant ses instruments — opérations d'open market, variation du coefficient de réserves obligatoires, interventions sur le marché des changes —, la BRH influence le niveau de la liquidité globale disponible pour financer l'activité économique (BRH, 2016–2025). En théorie, une expansion contrôlée de la base monétaire permet de soutenir la croissance et de favoriser le crédit au secteur productif, tandis qu'une contraction vise à contenir l'inflation et à stabiliser la gourde.

Toutefois, dans le cas haïtien, la base monétaire est profondément marquée par des contradictions structurelles. D'une part, elle est souvent sollicitée pour financer directement ou indirectement les déficits budgétaires de l'État, via l'achat de bons du Trésor ou la monétisation des arriérés. Cette utilisation crée une expansion monétaire qui alimente les tensions inflationnistes et contribue à la dépréciation de la monnaie nationale (FMI, 2022; MEF, 2021). D'autre part, dans un contexte de forte dollarisation, l'impact de la base monétaire sur la liquidité globale demeure limité, puisque plus de 60 % des dépôts et crédits sont libellés en dollars américains (Banque mondiale, 2020). La capacité de la BRH à contrôler efficacement la masse monétaire est donc réduite par l'importance du dualisme monétaire.

L'évolution de la base monétaire sur la période 2016–2025 illustre cette double contrainte. Son expansion s'explique autant par des interventions de soutien à l'État que par des ajustements techniques liés à la gestion du système bancaire. Mais dans un contexte d'instabilité politique et d'inflation chronique, toute tentative de régulation se heurte à des effets contradictoires : restreindre la base monétaire pour contenir l'inflation assèche le

crédit et accentue la récession ; l'élargir pour soutenir l'économie alimente la dépréciation et fragilise encore plus le pouvoir d'achat.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), la base monétaire devient ainsi un révélateur des tensions profondes de la gouvernance économique. Elle cristallise l'impossibilité de concilier les objectifs de stabilité macroéconomique, de financement du développement et de soutien social. Instrument central de la politique monétaire, elle illustre le caractère paradoxal de l'action publique : ce qui devrait être un outil de cohérence devient un vecteur de contradictions cumulatives.

En définitive, la base monétaire, loin de n'être qu'une variable technique, constitue en Haïti un enjeu de souveraineté et de crédibilité institutionnelle. Sa gestion illustre les difficultés structurelles de la BRH à agir comme une véritable banque centrale dans un contexte de forte dollarisation, de dépendance budgétaire et de fragilité institutionnelle. Elle incarne ainsi, au cœur du système monétaire, la dynamique des incompatibilités qui traversent l'ensemble de l'économie nationale.

1.2. L'agrégat M1 : la monnaie au sens strict

L'agrégat M1, généralement défini comme la « monnaie au sens strict », regroupe la monnaie fiduciaire en circulation (billets et pièces) ainsi que les dépôts à vue détenus par les agents économiques dans les banques commerciales. Cet indicateur, central dans l'analyse monétaire, reflète directement la liquidité immédiatement disponible pour les transactions courantes et constitue ainsi un baromètre de la confiance dans la monnaie nationale et dans le système bancaire.

En Haïti, l'évolution de M1 sur la période 2016–2025 illustre de manière frappante les tensions qui traversent le système

monétaire. D'une part, la progression de la masse fiduciaire traduit la préférence persistante des ménages et des entreprises pour la détention de liquidités en espèces, souvent au détriment des dépôts bancaires. Cette tendance s'explique par la faible bancarisation (moins de 30 % de la population adulte dispose d'un compte bancaire formel) et par la méfiance vis-à-vis des institutions financières, régulièrement perçues comme fragiles ou inaccessibles (Banque mondiale, 2020; IHSI, 2022). D'autre part, la croissance de M1 révèle aussi la monétisation récurrente des déficits budgétaires : le financement direct ou indirect de l'État par la Banque de la République d'Haïti (BRH) se traduit par une expansion de la liquidité en gourdes, qui alimente les pressions inflationnistes (BRH, 2016–2025; FMI, 2022).

Toutefois, l'interprétation de M1 en Haïti ne peut être dissociée du contexte de dollarisation avancée. Si M1 mesure la monnaie nationale au sens strict, une part croissante des transactions, des dépôts et des crédits se fait en dollars américains. Ainsi, l'importance relative de M1 est affaiblie dans l'économie réelle : il reflète une fraction décroissante de la liquidité globale, ce qui réduit l'efficacité des instruments traditionnels de la politique monétaire. La coexistence entre un M1 en gourdes et une large circulation en dollars illustre le dualisme monétaire qui caractérise le pays (Fatton, 2021).

Sur le plan théorique, M1 constitue donc un révélateur de contradictions structurelles. D'une part, son expansion est indispensable pour soutenir les transactions quotidiennes et répondre aux besoins d'une économie majoritairement informelle et peu bancarisée. D'autre part, son accroissement non maîtrisé alimente l'inflation, fragilise la valeur de la gourde et accroît la défiance des agents, qui se replient vers le dollar comme réserve de valeur. Dans ce cadre, chaque ajustement de M1 engendre des effets ambivalents : réduire sa croissance limite l'inflation, mais

asphyxie la demande interne ; l'accroître stimule temporairement les transactions, mais alimente la spirale inflationniste et la dollarisation.

La théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022) permet d'interpréter ce paradoxe. La régulation de M1 confronte la BRH à un arbitrage insoluble entre stabilité monétaire, financement de l'économie et cohésion sociale. L'impossibilité de concilier ces objectifs explique pourquoi M1, loin d'être un simple agrégat technique, est en réalité le miroir des tensions entre politiques monétaires restrictives et impératifs socio-économiques.

Ainsi, l'agrégat M1 en Haïti illustre la vulnérabilité du socle monétaire : il demeure central pour les transactions en gourdes, mais son rôle est affaibli par la dollarisation, la faible bancarisation et la dépendance budgétaire. Il symbolise ainsi la difficulté de l'État haïtien à maintenir une cohérence monétaire, confirmant que la monnaie nationale, dans son acception la plus stricte, est elle-même prise dans un régime d'incompatibilités.

1.3. L'agrégat M2 : un indicateur élargi de la liquidité

L'agrégat M2 constitue un indicateur élargi de la liquidité monétaire. Il englobe, outre les composantes de M1 (monnaie fiduciaire en circulation et dépôts à vue), les dépôts d'épargne et à terme détenus dans les établissements bancaires. Il représente ainsi un niveau de liquidité moins immédiatement mobilisable que M1, mais essentiel pour évaluer la capacité des agents économiques à convertir leurs avoirs en moyens de paiement. Dans une économie comme celle d'Haïti, caractérisée par une faible bancarisation, une dollarisation avancée et un secteur informel dominant, l'évolution de M2 constitue un indicateur central de la confiance dans le système bancaire et de la profondeur financière.

L'analyse diachronique de M2 sur la période 2016–2025 révèle plusieurs tendances. D'une part, la croissance de M2 reflète une accumulation progressive des dépôts bancaires, en particulier sous forme d'épargne et de dépôts à terme (BRH, 2016–2025). Cette évolution traduit une certaine extension de l'intermédiation financière, favorisée par la stabilisation temporaire de la gourde lors des interventions de la BRH et par les efforts de modernisation du système bancaire. D'autre part, cette progression reste limitée en proportion du PIB et demeure très inférieure à celle observée dans les pays voisins de la Caraïbe et d'Amérique latine (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

En outre, M2 en Haïti est fortement influencé par la dollarisation des dépôts. Une large part des dépôts d'épargne et à terme est libellée en dollars américains, ce qui réduit la portée de M2 comme indicateur de liquidité en monnaie nationale. Cette dualité illustre la défiance persistante vis-à-vis de la gourde : si les agents économiques acceptent de confier leur épargne aux banques, ils choisissent majoritairement de le faire en devise étrangère, accentuant la dépendance du système bancaire au dollar et limitant la marge de manœuvre de la politique monétaire (FMI, 2022).

L'importance analytique de M2 réside précisément dans sa capacité à montrer la tension entre mobilisation de l'épargne interne et perte de souveraineté monétaire. Un niveau élevé de M2, porté par des dépôts en dollars, traduit à la fois une extension de la base financière et une dépendance accrue vis-à-vis d'une devise étrangère. À l'inverse, une stagnation de M2 signale la faiblesse de l'intermédiation bancaire et la persistance de pratiques financières informelles (Paul, 2019). Dans les deux cas, l'agrégat devient un révélateur des contradictions structurelles du système monétaire et financier haïtien.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence), M2 illustre la difficulté de concilier trois objectifs : accroître l'inclusion financière, renforcer la stabilité monétaire et préserver l'autonomie de la politique économique. L'expansion de M2 est nécessaire pour mobiliser l'épargne et financer l'investissement, mais elle s'opère principalement en devises étrangères, ce qui réduit la souveraineté monétaire. À l'inverse, favoriser les dépôts en gourdes suppose de restaurer la confiance dans la monnaie nationale, un objectif difficile à atteindre dans un contexte de forte inflation et de dépréciation chronique.

En définitive, l'agrégat M2, en tant qu'indicateur élargi de la liquidité, met en évidence la profondeur limitée et asymétrique du système financier haïtien. S'il traduit une certaine progression de l'intermédiation bancaire, il révèle aussi les limites structurelles liées à la dollarisation, à la faible bancarisation et à la prédominance de l'économie informelle. Il incarne ainsi, au niveau de la liquidité élargie, la dynamique des incompatibilités qui contraint la cohérence de la politique monétaire et financière du pays.

1.4. L'agrégat M3 : l'intégration des instruments quasi monétaires

L'agrégat M3 représente le niveau le plus large de la masse monétaire, intégrant à la fois les composantes de M1 (monnaie fiduciaire et dépôts à vue) et de M2 (dépôts d'épargne et à terme), mais aussi les instruments quasi monétaires tels que les dépôts en devises étrangères, les certificats de dépôts, les bons de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ou encore les placements financiers liquides. Par son périmètre élargi, M3 offre une vision globale de la liquidité disponible dans le système financier et constitue un indicateur central pour mesurer la profondeur monétaire et financière d'un pays.

En Haïti, l'analyse de M3 sur la période 2016–2025 révèle une évolution étroitement liée aux dynamiques de dollarisation et à la gestion des déséquilibres budgétaires. D'une part, la part des dépôts en devises étrangères, particulièrement en dollars américains, occupe une place prépondérante dans M3, traduisant la défiance persistante vis-à-vis de la gourde et la préférence des agents économiques pour une réserve de valeur plus stable (BRH, 2016–2025; FMI, 2022). D'autre part, l'émission de bons de la BRH, destinée à absorber la liquidité excédentaire et à contenir l'inflation, alimente également l'agrégat, en introduisant des instruments financiers qui immobilisent temporairement des ressources, mais réduisent la capacité de financement du secteur productif (MEF, 2021).

L'agrégat M3 met ainsi en lumière une double réalité. D'un côté, il témoigne d'un élargissement relatif de la sphère financière, où les dépôts et placements bancaires augmentent, traduisant une certaine formalisation de l'épargne. De l'autre, il révèle la faiblesse qualitative de cette intermédiation, puisque cette liquidité n'est pas orientée vers des investissements productifs, mais principalement captée par des actifs en devises ou par des instruments financiers défensifs. Autrement dit, la croissance de M3 ne se traduit pas par une capacité accrue de financement du développement, mais par une concentration de la liquidité dans des circuits improductifs.

Cette dynamique illustre, une fois encore, les contradictions structurelles du système monétaire haïtien. L'accumulation de dépôts en dollars au sein de M3 renforce le rôle du système bancaire dans l'intermédiation, mais fragilise la souveraineté monétaire : la BRH voit sa capacité d'action limitée sur une masse monétaire dont une part substantielle échappe à sa régulation. L'émission de bons de stérilisation, si elle permet de contenir temporairement l'inflation, contribue à assécher les liquidités

disponibles pour le crédit au secteur privé, reproduisant l'arbitrage impossible entre stabilité des prix et financement de l'économie (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), M3 apparaît comme un agrégat révélateur de la logique d'arbitrages impossibles. L'État et la banque centrale doivent choisir entre trois objectifs contradictoires : stabiliser la monnaie, soutenir l'activité productive et préserver la confiance dans le système bancaire. Or, l'évolution de M3 montre qu'aucun de ces objectifs ne peut être pleinement atteint sans compromettre les deux autres. En renforçant les instruments quasi monétaires pour contenir l'inflation, la BRH réduit les liquidités disponibles pour le crédit productif ; en favorisant le crédit, elle risque de stimuler l'inflation et la dollarisation.

Ainsi, M3, loin d'être un simple indicateur technique, constitue en Haïti un révélateur des tensions systémiques. Sa croissance traduit une formalisation relative de la liquidité, mais confirme en même temps l'incapacité du système monétaire et financier à orienter cette liquidité vers la transformation productive. Il illustre, au niveau le plus large de la masse monétaire, l'impasse des choix publics : entre stabilité, financement et souveraineté, la cohérence demeure un horizon non atteint.

1.5. Dynamiques et contradictions

L'examen des différents agrégats monétaires — base monétaire, M1, M2 et M3 — met en évidence les dynamiques complexes qui structurent la liquidité en Haïti, mais révèle également les contradictions profondes qui traversent le système monétaire et financier. Ces agrégats, loin de n'être que des instruments techniques de mesure, traduisent la manière dont les choix publics, les comportements des agents économiques et les

contraintes internationales s'articulent dans un contexte marqué par la fragilité institutionnelle et la dépendance externe.

Sur le plan dynamique, les données disponibles montrent une expansion continue de la masse monétaire sur la période 2016–2025, portée à la fois par la croissance de la monnaie fiduciaire en circulation et par l'augmentation des dépôts bancaires (BRH, 2016–2025). Cette tendance traduit l'élargissement progressif de l'intermédiation financière et, dans une certaine mesure, la montée en puissance d'instruments quasi monétaires intégrés dans M3. Toutefois, cette expansion quantitative reste limitée en proportion du PIB et demeure inférieure aux niveaux observés dans les autres pays de la région (CEPALC, 2021). Elle révèle un système financier qui progresse, mais sans parvenir à jouer pleinement son rôle de catalyseur de l'investissement productif.

Les contradictions apparaissent lorsqu'on analyse la qualité et l'orientation de cette liquidité. Une large partie de M2 et de M3 est libellée en dollars américains, traduisant la défiance persistante vis-à-vis de la gourde et la recherche de stabilité par les agents économiques. Cette dollarisation, si elle renforce la confiance dans le système bancaire en offrant un refuge contre l'inflation, limite en revanche l'efficacité de la politique monétaire : la BRH ne contrôle qu'une fraction de la liquidité globale, tandis que la stabilité de l'économie nationale dépend largement des fluctuations du dollar et des transferts de la diaspora (FMI, 2022).

Une autre contradiction réside dans l'usage de la liquidité par l'État et la banque centrale. Le financement monétaire récurrent des déficits publics entraîne une expansion de la base monétaire et de M1, qui alimente l'inflation et la dépréciation de la gourde (MEF, 2021). Pour contenir ces effets, la BRH recourt à des instruments de stérilisation, tels que l'émission de bons, qui gonflent M3, mais absorbent des ressources qui auraient pu être

orientées vers le crédit productif. Ainsi, la liquidité est gérée dans une logique défensive de stabilisation, au détriment de son rôle potentiel comme moteur de développement.

Ces dynamiques et contradictions confirment la pertinence de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022). Chaque tentative de régulation monétaire confronte l'État haïtien à des arbitrages impossibles : élargir la liquidité pour soutenir la demande et le crédit accroît l'inflation et la dollarisation ; la restreindre pour stabiliser les prix asphyxie l'économie réelle et renforce la récession. De même, sécuriser les dépôts par l'adossement au dollar consolide le système bancaire, mais fragilise la souveraineté monétaire. Ces contradictions sont structurelles : elles ne résultent pas d'erreurs ponctuelles, mais du régime même dans lequel opère l'économie haïtienne.

En définitive, l'analyse des agrégats monétaires révèle une double réalité : d'un côté, une dynamique d'expansion de la liquidité et d'élargissement du système financier ; de l'autre, une incapacité persistante à convertir cette liquidité en investissements productifs et en cohérence macroéconomique. La monnaie haïtienne, au lieu de constituer un instrument de stabilité et de développement, apparaît ainsi comme le miroir des incompatibilités structurelles qui traversent l'ensemble de la gouvernance économique du pays.

2. Crédit au secteur privé et poids du dollar

Le crédit au secteur privé constitue un indicateur crucial pour évaluer la capacité d'un système bancaire à soutenir l'investissement productif et à favoriser la croissance. Dans les économies émergentes ou en développement, son dynamisme reflète la solidité du secteur bancaire et la confiance des agents économiques dans la monnaie nationale. En Haïti, toutefois, l'évolution du crédit au secteur privé entre 2016 et 2025 révèle

une double fragilité : d'une part, un niveau structurellement faible et concentré du crédit en gourdes ; d'autre part, une domination croissante des prêts libellés en dollars, qui limite la marge de manœuvre de la Banque centrale et accroît la vulnérabilité externe.

2.1. Une progression relative, mais insuffisante du crédit

L'évolution du crédit au secteur privé en Haïti au cours de la période 2016–2025 révèle une progression relative, qui traduit l'élargissement des activités d'intermédiation bancaire, mais demeure largement insuffisante pour répondre aux besoins de financement de l'économie nationale. Alors que l'offre de crédit est un levier central de la croissance et de la transformation productive, sa dynamique reste contrainte par des facteurs structurels : faible mobilisation de l'épargne locale, dollarisation avancée, risques élevés pour les institutions financières et inefficacité des mécanismes de transmission de la politique monétaire.

Sur le plan quantitatif, les données de la BRH indiquent une augmentation nominale du crédit au secteur privé, portée notamment par le développement des prêts à la consommation et du crédit commercial (BRH, 2016–2025). Cependant, rapporté au produit intérieur brut (PIB), le volume du crédit demeure faible : environ 12 à 15 % du PIB en moyenne, contre plus de 40 % en République dominicaine et plus de 60 % dans certains pays de la Caraïbe anglophone (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). Cette comparaison souligne la faible profondeur financière de l'économie haïtienne, incapable de mobiliser et de canaliser des ressources internes suffisantes vers l'investissement productif.

Cette insuffisance est d'autant plus marquée que la structure sectorielle du crédit reflète une orientation déséquilibrée. La part des financements alloués à l'agriculture et à l'industrie reste marginale, souvent inférieure à 10 % du total, tandis que le

commerce et les services captent l'essentiel des prêts bancaires (IHSI, 2022; FMI, 2022). Cette allocation sectorielle traduit la réticence des banques à investir dans des secteurs jugés risqués, du fait de la faible productivité, du manque de garanties et de la vulnérabilité aux chocs externes. Elle renforce ainsi un cercle vicieux : les secteurs productifs, insuffisamment financés, ne parviennent pas à accroître leur compétitivité, ce qui alimente leur marginalisation dans l'accès au crédit.

Par ailleurs, l'offre de crédit reste concentrée socialement et géographiquement. Les grandes entreprises et les ménages disposant de revenus en dollars ont un meilleur accès aux financements bancaires, tandis que les petites et moyennes entreprises (PME), les agriculteurs et les acteurs de l'économie informelle sont largement exclus du système financier formel. Cette exclusion limite les capacités d'innovation et de création d'emplois, accentuant la fragmentation de l'économie et la dépendance à des pratiques financières informelles.

Ces limites confirment que la progression du crédit, bien que réelle, demeure quantitativement insuffisante et qualitativement inadaptée. Dans le cadre de la théorie des incompatibilités des choix publics, cette situation illustre un dilemme structurel : soutenir l'expansion du crédit pour stimuler l'économie risque d'alimenter l'inflation et de fragiliser la stabilité bancaire, tandis que restreindre l'offre pour contenir les risques financiers bloque les possibilités de transformation productive. La politique monétaire et bancaire se trouve ainsi prise dans une logique d'arbitrages impossibles, où chaque décision compromet un objectif central du développement.

Ainsi, le crédit au secteur privé en Haïti incarne l'une des contradictions majeures de l'économie nationale : sa progression traduit un certain dynamisme bancaire, mais son insuffisance et sa mauvaise allocation en font un facteur de reproduction des

déséquilibres plutôt qu'un moteur de croissance. L'enjeu, pour l'avenir, n'est pas seulement d'accroître le volume du crédit, mais de repenser ses orientations sectorielles et sociales afin qu'il devienne un véritable outil de cohérence et de compatibilité entre stabilité monétaire et développement productif.

2.2. La dollarisation du crédit : une tendance dominante

Parmi les caractéristiques majeures du système bancaire haïtien figure la dollarisation avancée du crédit, qui constitue l'une des tendances dominantes de la décennie 2016–2025. Plus de 60 % des prêts consentis au secteur privé sont libellés en dollars américains, proportion qui atteint même 70 % dans certaines années de forte dépréciation de la gourde (BRH, 2016–2025). Cette situation, qui dépasse de loin les niveaux observés dans la plupart des pays voisins, traduit à la fois la perte de confiance des agents économiques dans la monnaie nationale et la dépendance du système financier vis-à-vis de la devise étrangère.

Cette dollarisation s'explique par plusieurs facteurs structurels. Tout d'abord, elle résulte de la dépréciation chronique de la gourde, dont la valeur n'a cessé de se détériorer face au dollar au cours de la période étudiée. Les ménages et entreprises préfèrent contracter des prêts en devise étrangère, considérée comme plus stable, afin de se prémunir contre l'érosion de la valeur réelle des flux financiers (Banque mondiale, 2020; FMI, 2022). Ensuite, elle découle de la structure des ressources bancaires : puisque les dépôts sont massivement libellés en dollars, les institutions financières octroient naturellement leurs crédits dans la même devise, afin d'éviter un risque de change asymétrique. Enfin, elle reflète la forte dépendance externe de l'économie haïtienne, largement insérée dans les flux commerciaux et financiers internationaux, où les transactions sont réglées en dollars (CEPALC, 2021).

Si la dollarisation du crédit contribue à maintenir une certaine stabilité des bilans bancaires, elle engendre en revanche des contradictions profondes pour l'économie nationale. D'une part, elle limite la capacité de la Banque de la République d'Haïti (BRH) à contrôler la masse monétaire et à influencer l'offre de crédit par ses instruments traditionnels. La politique monétaire perd en efficacité, puisque la principale monnaie de financement échappe à son autorité (Fatton, 2021). D'autre part, elle crée des risques accrus pour les emprunteurs : les entreprises et ménages dont les revenus sont libellés en gourdes doivent rembourser leurs dettes en dollars, ce qui accroît leur vulnérabilité lors des épisodes de dépréciation monétaire. Ce mécanisme alimente les faillites, accroît les inégalités et renforce l'exclusion financière des plus fragiles.

L'impact de la dollarisation du crédit est particulièrement visible dans le secteur productif. Les entreprises tournées vers l'exportation, qui génèrent des revenus en devises, peuvent tirer avantage de ce mode de financement. Mais les acteurs locaux, en particulier les petites et moyennes entreprises agricoles ou industrielles, sont pénalisés par la nécessité de rembourser en dollars alors que leurs revenus restent majoritairement libellés en gourdes (IHSI, 2022; Paul, 2019). Cette asymétrie contribue à marginaliser encore davantage les secteurs productifs, accentuant le biais du crédit en faveur du commerce importateur et des activités liées à la consommation urbaine.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), la dollarisation du crédit illustre un dilemme structurel. Elle garantit une stabilité relative du système bancaire, mais au prix d'une perte de souveraineté monétaire et d'un affaiblissement de la cohérence économique interne. Elle permet de sécuriser les flux financiers internationaux, mais renforce l'exclusion des acteurs nationaux qui dépendent de la

gourde. Elle illustre ainsi la logique des arbitrages impossibles : ce qui consolide les équilibres financiers compromet la stabilité sociale et le développement productif.

En somme, la dollarisation du crédit constitue une tendance dominante et paradoxale. Elle reflète à la fois une rationalité bancaire et une irrationnalité macroéconomique, en consolidant la dépendance au dollar et en réduisant la marge d'action de l'État haïtien. Plus qu'un simple symptôme, elle est un facteur structurant des incompatibilités, confirmant que le crédit, loin d'être un levier de développement autonome, est devenu un vecteur de reproduction de la dépendance et de la fragilité économique.

2.3. Le paradoxe de la liquidité en devises

L'une des caractéristiques les plus frappantes du système financier haïtien est l'abondance relative de la liquidité en devises étrangères, en particulier en dollars américains, dans un contexte où l'économie réelle demeure marquée par la rareté des financements productifs et par une profonde fragilité macroéconomique. Ce paradoxe — excès de liquidité en dollars coexistant avec une pénurie chronique de crédits accessibles en gourdes — illustre l'une des contradictions majeures de la gouvernance monétaire et bancaire haïtienne.

Les données de la BRH montrent que, sur la période 2016–2025, plus de 60 % des dépôts bancaires et environ les deux tiers des crédits sont libellés en dollars américains (BRH, 2016–2025). Cette tendance traduit une préférence généralisée pour la devise étrangère comme moyen de protection contre l'inflation et la dépréciation de la gourde. Les transferts de la diaspora, qui représentent entre 20 et 25 % du PIB, alimentent cette liquidité en devises, offrant aux banques une ressource abondante, mais paradoxalement difficile à convertir en financement pour

l'économie domestique (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

Ce paradoxe s'explique par la nature dualiste du système financier. D'un côté, la liquidité en dollars permet aux banques de maintenir une certaine stabilité de leurs bilans et de répondre aux demandes des entreprises impliquées dans le commerce international. De l'autre, elle accentue l'exclusion financière des ménages et des petites entreprises dont les revenus sont exclusivement en gourdes. Pour ces acteurs, l'accès au crédit est non seulement limité, mais aussi fortement risqué : contracter un prêt en devise étrangère expose à des difficultés de remboursement lors des dépréciations monétaires (FMI, 2022).

Le paradoxe de la liquidité en devises souligne ainsi une contradiction fondamentale : l'abondance ne se traduit pas en disponibilité effective pour la majorité des acteurs économiques. Les banques disposent de ressources considérables en dollars, mais préfèrent les placer dans des instruments de stérilisation (bons de la BRH) ou dans des activités commerciales à faible risque, plutôt que dans le financement de secteurs productifs exposés à des aléas élevés (MEF, 2021; Paul, 2019). Ce comportement rationnel du point de vue bancaire alimente une irrationalité macroéconomique : la liquidité circule dans des circuits fermés, sans contribuer à la transformation structurelle de l'économie.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), ce paradoxe illustre la tension insoluble entre stabilité et développement. La liquidité en devises garantit une certaine sécurité au système bancaire et aux importateurs, mais elle neutralise la possibilité d'un financement autonome du développement productif. Les autorités monétaires et budgétaires se trouvent ainsi confrontées à un dilemme : encourager l'utilisation de la liquidité en dollars dans l'économie

interne fragilise la souveraineté monétaire, tandis que la restreindre menace la stabilité du système financier.

Ainsi, le paradoxe de la liquidité en devises révèle l'un des visages les plus aigus des contradictions de l'économie haïtienne : une abondance improductive, où les ressources financières existent, mais ne sont pas orientées vers la création de valeur locale. Ce paradoxe confirme que la dollarisation n'est pas seulement un symptôme de fragilité monétaire, mais une structure de dépendance qui enferme l'économie dans un régime d'incompatibilités et bloque la construction d'une trajectoire de cohérence nationale.

2.4. Conséquences sur l'investissement et la croissance

La dynamique du crédit en Haïti, marquée par une progression relative, mais insuffisante et par une dollarisation dominante, exerce des effets déterminants sur l'investissement et la croissance. Dans une économie où le financement bancaire constitue la principale source de liquidité pour les entreprises formelles, l'insuffisance quantitative et qualitative du crédit contribue directement à la stagnation productive et au blocage des trajectoires de développement.

D'une part, la faiblesse du volume de crédit disponible limite la capacité des entreprises à investir dans des activités productives, à moderniser leurs équipements et à accroître leur compétitivité. Alors que, dans les pays voisins de la Caraïbe et d'Amérique latine, le crédit au secteur privé représente une part substantielle du PIB (souvent supérieure à 40 %), Haïti se situe autour de 12 à 15 % (Banque mondiale, 2020). Cette sous-intermédiation financière se traduit par une dépendance persistante aux capitaux externes, qu'il s'agisse de transferts de la diaspora ou d'investissements étrangers directs, eux-mêmes limités par l'instabilité politique et institutionnelle.

D'autre part, la structure sectorielle du crédit accentue les déséquilibres. La concentration des financements sur le commerce et la consommation, au détriment de l'agriculture et de l'industrie, alimente une croissance fragile et peu inclusive. En finançant prioritairement des activités tournées vers l'importation et le court terme, le système bancaire renforce la dépendance de l'économie aux flux internationaux et contribue à l'éviction des secteurs productifs locaux (Paul, 2019). Cette orientation empêche la constitution d'un socle productif national capable de générer une croissance endogène.

La dollarisation du crédit, quant à elle, produit un effet contradictoire sur l'investissement. Pour les entreprises exportatrices ou celles dont les revenus sont libellés en devises, elle offre un accès stable à des financements en dollars. Mais pour la majorité des acteurs dont les revenus sont en gourdes, elle représente un obstacle majeur : la volatilité du taux de change accroît le coût réel de la dette et réduit la prévisibilité des investissements (FMI, 2022). En période de dépréciation monétaire, de nombreuses entreprises se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs prêts, ce qui accroît les risques systémiques pour le secteur bancaire et réduit encore l'offre de crédit.

Ces limites du financement ont des conséquences directes sur la croissance. En l'absence de crédits suffisants et adaptés, l'économie haïtienne reste confinée dans des activités de faible productivité et de survie. La croissance du PIB par habitant demeure stagnante, oscillant entre 0 et -1 % en moyenne annuelle depuis 2016, alors que les besoins de création d'emplois et d'infrastructures sont considérables (CEPALC, 2021). Ce déficit d'investissement se traduit par une détérioration des capacités productives, un affaiblissement du tissu entrepreneurial et une aggravation des inégalités sociales.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), cette situation illustre un cercle vicieux. Le crédit insuffisant empêche l'investissement, ce qui limite la croissance et réduit la base fiscale ; cette faiblesse fiscale accroît la dépendance à la dette et aux financements externes, qui renforcent les contraintes de dollarisation et fragilisent encore plus la cohérence monétaire et budgétaire. Les choix publics se trouvent enfermés dans une dynamique où chaque tentative de stabilisation compromet la possibilité d'investir, et où chaque effort de croissance alimente de nouvelles tensions macroéconomiques.

En définitive, l'insuffisance et la mauvaise allocation du crédit, combinées à la dollarisation dominante, expliquent largement la stagnation de l'investissement et l'absence de croissance soutenue en Haïti. Ce blocage, loin d'être conjoncturel, traduit une incompatibilité structurelle entre la logique de stabilisation monétaire et la nécessité de financer le développement. Transformer cette contradiction en compatibilité constitue l'un des défis majeurs pour toute stratégie de sortie de crise économique et de refondation des politiques publiques.

2.5. Crédit, dollarisation et incompatibilités des choix publics

L'analyse du crédit au secteur privé en Haïti ne peut être dissociée de la problématique plus large des incompatibilités structurelles des choix publics. La progression relative, mais insuffisante du crédit, sa dollarisation dominante et la faiblesse de son allocation sectorielle révèlent un système financier où les politiques monétaires et budgétaires se neutralisent mutuellement, empêchant la construction d'une trajectoire cumulative de développement.

D'une part, la dollarisation avancée du crédit illustre la perte de souveraineté monétaire. La BRH ne contrôle qu'une fraction de la liquidité, tandis que la majeure partie des financements dépend

d'une devise étrangère, dont les fluctuations échappent à l'État haïtien (FMI, 2022). Cette situation contraint la politique monétaire : réduire la masse monétaire en gourdes n'a qu'un impact limité sur la dynamique globale du crédit, largement adossé au dollar. Ainsi, la discipline monétaire, en apparence nécessaire pour contenir l'inflation, se heurte à l'impossibilité d'influer sur le principal canal de financement de l'économie.

D'autre part, le crédit, au lieu de jouer son rôle de moteur productif, entretient une logique d'incompatibilités sociales et sectorielles. La concentration des prêts en faveur du commerce et des ménages solvables en dollars exclut la majorité des acteurs productifs locaux, notamment les agriculteurs et les petites entreprises industrielles (IHSI, 2022). Cette exclusion limite la création de richesses endogènes et accroît la dépendance aux importations et aux transferts de la diaspora. Les choix publics, cherchant à soutenir la stabilité sociale par des dépenses courantes, se retrouvent en contradiction avec la nécessité d'investir dans les secteurs productifs, ce qui bloque l'émergence d'une croissance inclusive.

Le paradoxe est donc double : d'un côté, la dollarisation protège le système bancaire en réduisant le risque de change pour les institutions financières ; de l'autre, elle accroît les vulnérabilités macroéconomiques en transférant ce risque sur les emprunteurs dont les revenus sont en gourdes. Ce mécanisme, en fragilisant la demande interne et en accentuant les faillites, neutralise les bénéfices potentiels de l'expansion du crédit. Autrement dit, la dollarisation assure une stabilité apparente, mais produit une instabilité profonde au niveau social et productif (Banque mondiale, 2020).

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), cette situation reflète un arbitrage impossible entre trois objectifs fondamentaux : assurer la stabilité

monétaire, favoriser l'accès au crédit et stimuler l'investissement productif. La priorité donnée à la stabilité — via la dollarisation et les politiques restrictives — se fait au détriment de l'investissement et de l'inclusion. À l'inverse, toute tentative de démocratiser le crédit et de l'orienter vers les secteurs productifs risquerait de fragiliser l'équilibre financier et de déclencher une spirale inflationniste. Ce dilemme illustre le cœur de la problématique haïtienne : les choix publics ne sont pas simplement mal coordonnés, ils sont structurellement incompatibles.

Le crédit et sa dollarisation constituent un miroir empirique des contradictions de l'économie haïtienne. Ils révèlent un système où la recherche de stabilité compromet la croissance, et où l'objectif de financement du développement entre en conflit avec la dépendance à une devise étrangère. Tant que ces incompatibilités ne seront pas transformées en compatibilités construites — par des politiques monétaires, budgétaires et productives intégrées —, le crédit restera un facteur de reproduction des déséquilibres plutôt qu'un levier de cohérence économique et sociale.

3. Inflation et taux d'intérêt : rigidités et distorsions

L'évolution de l'inflation et des taux d'intérêt en Haïti entre 2016 et 2025 constitue l'un des indicateurs les plus révélateurs des tensions structurelles de l'économie. Alors que la Banque de la République d'Haïti (BRH) s'efforce de contenir les pressions inflationnistes à travers des instruments de politique monétaire, la persistance de déséquilibres budgétaires, la dépendance aux importations et la dollarisation réduisent considérablement l'efficacité de ces mesures. De plus, le système de taux d'intérêt, censé assurer une allocation optimale du crédit et refléter le coût réel de l'argent, fonctionne dans un contexte de distorsions profondes : taux élevés en gourdes, taux plus faibles, mais

sélectifs en dollars, et une inadéquation chronique entre la rémunération de l'épargne et l'accès au financement.

3.1. Une inflation structurellement élevée

L'un des traits les plus persistants de l'économie haïtienne au cours de la période 2016–2025 est le maintien d'une inflation structurellement élevée, dépassant régulièrement les 15 % annuels et atteignant parfois plus de 25 % lors des années de forte dépréciation de la gourde (BRH, 2016–2025). Contrairement à une inflation conjoncturelle, liée à des chocs ponctuels, cette dynamique renvoie à un déséquilibre profond et récurrent du système économique et institutionnel, qui combine des facteurs monétaires, budgétaires, structurels et internationaux.

Du point de vue monétaire et budgétaire, l'inflation est alimentée par le financement des déficits publics par la Banque de la République d'Haïti. La monétisation des déficits, sous forme d'avances au Trésor ou de rachats de titres publics, accroît la base monétaire et exerce une pression constante sur les prix (MEF, 2021). Dans un contexte de faible productivité et de rareté de l'offre domestique, l'expansion monétaire se traduit directement par une hausse des prix, plutôt que par une augmentation de la production.

Les facteurs structurels jouent également un rôle déterminant. L'économie haïtienne étant fortement dépendante des importations alimentaires et énergétiques, toute variation des prix internationaux ou du taux de change se répercute rapidement sur l'inflation interne (CEPALC, 2021). L'absence de capacités productives locales et la vulnérabilité des infrastructures logistiques accentuent la transmission des chocs externes. De plus, l'économie informelle, dominante dans les circuits de distribution, favorise une répercussion immédiate des hausses de coûts sur les prix à la consommation.

Un autre élément central est la dépréciation chronique de la gourde, qui constitue à la fois une cause et une conséquence de l'inflation. La dollarisation avancée de l'économie amplifie cet effet : la hausse du taux de change alourdit le coût des importations, tandis que l'inflation réduit la confiance dans la monnaie nationale, renforçant la demande de dollars et accélérant la spirale de dépréciation (Banque mondiale, 2020). Cette dynamique cumulative crée une forme d'inflation auto-entretenue, où la perte de crédibilité monétaire empêche toute stabilisation durable.

Sur le plan social, l'inflation structurelle a des effets particulièrement déstabilisants. Elle fragilise le pouvoir d'achat des ménages, accroît les inégalités entre ceux qui ont accès à des revenus en dollars (diaspora, élites économiques, certains secteurs formels) et ceux dont les revenus sont exclusivement en gourdes. Elle accentue également la défiance envers l'État et les institutions monétaires, perçues comme incapables de contenir la hausse des prix, ce qui alimente un cercle vicieux de contestation sociale et de crise politique (Providence, 2025a).

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), l'inflation structurellement élevée illustre l'impossibilité de concilier simultanément la stabilité monétaire, le financement du déficit budgétaire et la satisfaction des besoins sociaux. Contenir l'inflation exige une politique monétaire restrictive, qui limite le crédit et accentue la récession ; soutenir la demande sociale et financer les dépenses publiques suppose d'accroître la masse monétaire, alimentant l'inflation. Ce dilemme structurel confirme que l'inflation en Haïti n'est pas seulement un déséquilibre économique, mais le symptôme d'un régime d'incompatibilités qui traverse l'ensemble de la gouvernance économique.

En définitive, l'inflation en Haïti ne peut être comprise uniquement comme un excès de liquidité ou un choc externe. Elle doit être interprétée comme une caractéristique structurelle, révélatrice de la faiblesse productive, de la dépendance externe et de l'incapacité à rendre compatibles les choix publics. Sa persistance constitue l'un des principaux obstacles à la stabilité macroéconomique et au développement, confirmant que la lutte contre l'inflation ne peut être dissociée d'une refondation plus large de la gouvernance économique.

3.2. Le rôle ambivalent des taux d'intérêt

Les taux d'intérêt, instrument central de la politique monétaire, occupent en Haïti une place ambivalente : conçus pour assurer la stabilité macroéconomique et réguler la liquidité, ils contribuent aussi à freiner l'investissement et à accentuer les contradictions structurelles de l'économie. Cette ambivalence est particulièrement marquée durant la période 2016–2025, où la Banque de la République d'Haïti (BRH) a régulièrement ajusté ses taux directeurs et les rendements des bons émis pour absorber la liquidité excédentaire et contenir l'inflation (BRH, 2016–2025).

Sur le plan stabilisateur, la hausse des taux d'intérêt constitue une réponse orthodoxe aux pressions inflationnistes. En rendant le crédit plus coûteux, elle réduit la demande de financement, freine la consommation et limite la dépréciation de la gourde. Dans un contexte de forte dollarisation, ces mesures permettent également d'attirer et de retenir les dépôts en gourdes, réduisant le risque d'une fuite totale vers le dollar (FMI, 2022). Cette fonction stabilisatrice confère aux taux d'intérêt un rôle essentiel dans la préservation de la crédibilité monétaire, bien que fragile.

Toutefois, cette dimension positive s'accompagne d'effets contre-productifs sur l'investissement et la croissance. Des taux d'intérêt nominaux élevés, souvent supérieurs à 20 %, découragent l'accès

au crédit pour les petites et moyennes entreprises et restreignent la capacité des ménages à financer leurs projets. Dans une économie où le secteur privé constitue déjà le principal moteur potentiel de la production et de l'emploi, cette situation limite les possibilités de diversification productive et renforce la dépendance aux importations (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). Ainsi, ce qui stabilise les prix fragilise simultanément les perspectives de croissance.

Le rôle ambivalent des taux d'intérêt s'explique aussi par la structure duale du système financier. D'un côté, ils orientent la liquidité vers les instruments financiers de court terme (bons de la BRH), qui offrent des rendements attractifs, mais stérilisent les ressources disponibles pour le crédit productif. De l'autre, ils maintiennent les secteurs productifs dans une situation de sous-financement chronique, faute de prêts accessibles à des conditions soutenables (Paul, 2019). Le système bancaire, rationnel du point de vue de sa sécurité, devient ainsi un acteur de reproduction des déséquilibres.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), les taux d'intérêt en Haïti illustrent un dilemme classique, mais exacerbé : contenir l'inflation par une politique restrictive implique de sacrifier l'investissement, tandis que stimuler la croissance par des taux plus bas risquerait de déstabiliser la monnaie et d'alimenter une spirale inflationniste. Ces arbitrages impossibles confirment que l'outil monétaire, loin de produire de la cohérence, révèle et renforce les contradictions structurelles de la gouvernance économique.

Ainsi, les taux d'intérêt haïtiens traduisent une ambivalence systémique : ils sont nécessaires pour préserver une stabilité minimale, mais leur niveau élevé et leur orientation défensive limitent l'accès au financement productif et bloquent la croissance endogène. Cette tension illustre parfaitement le régime

d'incompatibilités qui domine l'économie haïtienne, où chaque instrument de régulation produit simultanément des effets stabilisateurs et déstabilisateurs, empêchant la construction d'une cohérence nationale.

3.3. Les distorsions du marché financier

Le marché financier haïtien est marqué par une série de distorsions structurelles qui limitent son rôle de catalyseur du développement et en font davantage un instrument de reproduction des déséquilibres macroéconomiques. Ces distorsions concernent aussi bien la structure de l'offre de crédit que la nature des instruments disponibles et l'orientation des flux financiers. Elles révèlent un système où la rationalité des acteurs financiers, orientée vers la minimisation des risques et la recherche de rendements stables, entre en contradiction avec les besoins de financement d'une économie fragile et dépendante.

La première distorsion tient à la concentration des financements dans des activités à faible valeur ajoutée. Les données de la BRH montrent que le crédit bancaire est largement orienté vers le commerce et les services, au détriment de l'agriculture et de l'industrie, secteurs pourtant essentiels à la souveraineté alimentaire et à la diversification productive (BRH, 2016–2025). Cette orientation reflète une logique de rentabilité et de sécurité : le commerce importateur, qui génère des flux en devises, est perçu comme moins risqué que les secteurs productifs exposés aux aléas climatiques, à l'insécurité foncière et à la volatilité de la demande (IHSI, 2022). Cette allocation asymétrique accentue la dépendance structurelle du pays aux importations.

La deuxième distorsion concerne la préférence pour les instruments de stérilisation monétaire, tels que les bons de la BRH, qui offrent des rendements attractifs et sûrs. Les banques, au lieu d'allouer leurs liquidités à des prêts de long terme, les placent massivement dans ces instruments financiers, garantis par

l'État et faiblement risqués (FMI, 2022). Ce comportement rationnel du point de vue bancaire conduit à une « éviction » de l'investissement productif : les ressources disponibles sont absorbées par des instruments improductifs, ce qui réduit l'impact du système financier sur la croissance et l'emploi.

Une troisième distorsion réside dans la segmentation du marché financier. L'accès au crédit demeure concentré dans les mains des grandes entreprises et des ménages disposant de revenus en dollars, tandis que la majorité des petites et moyennes entreprises (PME), les agriculteurs et les acteurs de l'économie informelle restent exclus du système bancaire formel (Banque mondiale, 2020). Cette segmentation produit un effet de dualisation : un secteur moderne, inséré dans les circuits financiers internationaux, coexiste avec une économie populaire largement financée par des circuits informels, mais sans articulation entre les deux.

Enfin, la dollarisation introduit une distorsion supplémentaire, en créant un marché à deux vitesses. Les emprunteurs en dollars, souvent exportateurs ou commerçants, bénéficient d'un accès privilégié à la liquidité, tandis que ceux qui dépendent de la gourde subissent des conditions plus strictes et plus coûteuses (CEPALC, 2021). Ce mécanisme accentue les inégalités socio-économiques et territoriales, en réservant le crédit accessible à une minorité insérée dans l'économie internationale, tandis que la majorité reste prisonnière d'une rareté chronique de financements.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), ces distorsions traduisent un arbitrage impossible entre stabilité financière, inclusion sociale et développement productif. En sécurisant leurs ressources dans des placements sûrs, les banques contribuent à la stabilité du système, mais compromettent la capacité de financement de l'économie

réelle. En orientant le crédit vers des secteurs solvables, mais improductifs, elles préservent leurs bilans, mais accentuent la fragilité de l'appareil productif. Ces contradictions font du marché financier non pas un outil de cohérence, mais un espace de reproduction des incompatibilités.

En somme, les distorsions du marché financier haïtien montrent que, loin de corriger les déséquilibres, celui-ci tend à les amplifier. Le crédit, au lieu de jouer un rôle moteur dans la croissance et la transformation structurelle, demeure enfermé dans une logique défensive qui privilégie la stabilité de court terme au détriment du développement de long terme. Cette situation illustre l'une des limites majeures de la gouvernance économique en Haïti : l'incapacité à transformer le système financier en levier de compatibilités, condition pourtant indispensable pour sortir du régime des incompatibilités structurelles.

3.4. Inflation, taux d'intérêt et incompatibilités des choix publics

L'analyse conjointe de l'inflation structurellement élevée et du rôle ambivalent des taux d'intérêt met en lumière l'un des nœuds fondamentaux des incompatibilités des choix publics en Haïti. En effet, ces deux variables macroéconomiques, qui devraient constituer des leviers de régulation et de stabilisation, fonctionnent dans un régime où leur articulation produit autant de tensions que de corrections. Leur interaction illustre la difficulté de l'État haïtien et de la Banque de la République d'Haïti (BRH) à concilier stabilité monétaire, financement de l'économie et croissance inclusive.

D'une part, l'inflation structurellement élevée, alimentée par la dépréciation chronique de la gourde, la dépendance aux importations alimentaires et énergétiques, ainsi que le financement monétaire des déficits publics, réduit continuellement le pouvoir d'achat et fragilise la crédibilité de la

monnaie nationale (FMI, 2022). Dans ce contexte, les autorités monétaires sont contraintes d'adopter des politiques restrictives afin de contenir la spirale inflationniste, ce qui se traduit par une hausse des taux d'intérêt et des opérations de stérilisation.

D'autre part, les taux d'intérêt élevés, en dépit de leur rôle stabilisateur, engendrent des effets négatifs sur l'investissement et la croissance. En rendant le crédit inaccessible pour une grande partie des ménages et des entreprises, ils limitent les capacités d'accumulation et de transformation productive (Banque mondiale, 2020). Le marché du crédit se trouve ainsi dominé par des placements de court terme dans des instruments financiers sûrs, tels que les bons de la BRH, au détriment des prêts productifs de long terme.

Le paradoxe est que la combinaison de l'inflation élevée et des taux d'intérêt restrictifs ne parvient ni à stabiliser pleinement les prix, ni à stimuler l'investissement. L'inflation demeure hors de contrôle, car ses causes sont autant structurelles (faiblesse de l'offre domestique, dépendance aux importations) que monétaires. Simultanément, les taux d'intérêt élevés freinent la demande interne et aggravent la récession. Ce cercle vicieux illustre un régime d'incompatibilités : contenir l'inflation exige des mesures qui bloquent la croissance, tandis que soutenir l'investissement implique des politiques qui relancent l'inflation.

Dans cette perspective, la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022) offre une grille d'analyse pertinente. Elle permet de comprendre que ces tensions ne résultent pas d'une mauvaise application des politiques monétaires ou d'un manque de discipline budgétaire, mais d'une impossibilité structurelle à concilier simultanément des objectifs contradictoires. En Haïti, la lutte contre l'inflation, la stabilisation monétaire et le financement du développement sont pris dans une logique où chaque victoire partielle entraîne une défaite sur un autre front.

Ainsi, inflation et taux d'intérêt apparaissent comme des indicateurs systémiques des incompatibilités haïtiennes. Leur interaction met en évidence le dilemme fondamental de la gouvernance économique : choisir entre stabiliser la monnaie et stimuler la croissance, dans un cadre institutionnel et productif qui empêche de réaliser les deux simultanément. En ce sens, loin d'être de simples variables techniques, ils constituent des révélateurs de la profondeur du blocage économique et de la nécessité de repenser radicalement la cohérence des choix publics.

4. Incompatibilité : politique monétaire restrictive vs besoins de financement de l'économie

La politique monétaire en Haïti, au cours de la décennie 2016–2025, a été marquée par une tension fondamentale : la nécessité pour la Banque de la République d'Haïti (BRH) d'adopter une orientation restrictive afin de contenir l'inflation et stabiliser la monnaie nationale, alors même que l'économie réelle souffrait d'un déficit chronique de financement. Cette contradiction illustre de manière exemplaire la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), qui souligne l'impossibilité de concilier simultanément stabilité macroéconomique, satisfaction des besoins sociaux et intégration internationale.

4.1. Une politique monétaire contrainte par la lutte contre l'inflation

La conduite de la politique monétaire en Haïti au cours de la période 2016–2025 a été dominée par un impératif central : la lutte contre une inflation structurellement élevée. Confrontée à des taux d'inflation dépassant régulièrement 15 % et atteignant plus de 25 % certaines années, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a placé la stabilisation des prix au cœur de ses interventions (BRH, 2016–2025). Cette priorité, dictée à la fois par les nécessités internes et par les conditionnalités internationales, a façonné une politique monétaire

fondamentalement contrainte, qui illustre la difficulté de concilier stabilité, financement de l'économie et développement productif.

Pour contenir l'inflation, la BRH a eu recours à des instruments classiques de restriction monétaire : relèvement des taux directeurs, émission de bons de stérilisation et augmentation du coefficient de réserves obligatoires. Ces mesures ont eu pour effet de réduire la liquidité en gourdes, de contenir la demande de crédit et de limiter la pression sur le taux de change (MEF, 2021; FMI, 2022). Dans une économie marquée par une dollarisation avancée, elles visaient également à maintenir une attractivité relative de la monnaie nationale et à éviter une fuite massive vers les dépôts en devises.

Cependant, ces politiques restrictives ont produit des effets pervers sur l'investissement et la croissance. Le relèvement des taux d'intérêt, s'il contribue à freiner l'inflation, renchérit le coût du crédit pour les entreprises et les ménages. L'émission massive de bons de la BRH, en offrant aux banques un placement sûr et rémunérateur, détourne les ressources du financement productif (CEPALC, 2021). De plus, la contraction de la liquidité en gourdes fragilise la demande interne et alimente une récession latente. Autrement dit, la lutte contre l'inflation, loin de créer un climat propice au développement, accentue la stagnation économique.

Cette contrainte est d'autant plus marquée que l'inflation haïtienne a des causes structurelles échappant au seul contrôle de la politique monétaire : dépendance aux importations alimentaires et énergétiques, vulnérabilité du taux de change, faiblesse des capacités productives. En tentant de répondre à un phénomène structurel par des instruments monétaires essentiellement conjoncturels, la BRH se retrouve dans une impasse : ses interventions limitent certains déséquilibres immédiats, mais ne

peuvent corriger les causes profondes de l'inflation (IHSI, 2022; Paul, 2019).

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), la politique monétaire haïtienne illustre une contradiction fondamentale. La priorité accordée à la stabilité des prix est incompatible avec les impératifs de financement de l'investissement et de soutien à l'économie réelle. Contenir l'inflation suppose de réduire la liquidité et d'élever les taux d'intérêt, ce qui freine l'investissement productif et aggrave le chômage. À l'inverse, soutenir la croissance par une politique monétaire accommodante alimenterait l'inflation et accélérerait la dollarisation. Cette logique d'arbitrages impossibles confirme que la politique monétaire, au lieu de produire de la cohérence, révèle et reproduit les incompatibilités structurelles de la gouvernance économique haïtienne.

En définitive, la politique monétaire conduite par la BRH au cours de la dernière décennie apparaît comme une politique contrainte, enfermée dans une stratégie défensive de stabilisation, mais incapable de créer les conditions d'une trajectoire de développement durable. Son orientation prioritaire vers la lutte contre l'inflation, bien que nécessaire, a contribué à renforcer la dépendance à une logique de court terme, au détriment de la construction de compatibilités entre stabilité, financement et productivité.

4.2. Les besoins de financement de l'économie réelle

Si la politique monétaire haïtienne a été dominée par la lutte contre l'inflation, elle a parallèlement révélé son incapacité à répondre aux besoins de financement de l'économie réelle, entendue comme l'ensemble des activités productives génératrices de valeur ajoutée, d'emplois et de revenus durables. L'écart croissant entre les exigences de stabilisation monétaire et les impératifs de développement illustre l'un des dilemmes

centraux de la gouvernance économique : contenir la liquidité pour défendre la monnaie, ou l'élargir pour soutenir l'investissement et la production.

Les besoins de financement de l'économie réelle en Haïti sont considérables. Le secteur agricole, qui occupe encore plus de 40 % de la population active, souffre d'un déficit chronique d'investissements dans les infrastructures d'irrigation, le stockage, la mécanisation et l'accès aux intrants. Faute de financements adaptés, la productivité reste faible et la dépendance alimentaire s'aggrave (IHSI, 2022). De même, le secteur industriel, dominé par la sous-traitance textile, peine à se diversifier et à moderniser ses équipements, ce qui le rend vulnérable aux variations de la demande internationale et incapable de stimuler une dynamique industrielle endogène (Banque mondiale, 2020). Quant au secteur énergétique, pilier transversal de l'économie, il pâtit de l'absence d'investissements dans les infrastructures de production et de distribution, renforçant la dépendance aux importations pétrolières et limitant la compétitivité des entreprises locales (MEF, 2021).

Or, l'accès au financement formel pour ces secteurs reste extrêmement limité. Moins de 10 % du crédit bancaire est orienté vers l'agriculture et l'industrie, tandis que le commerce et les services absorbent l'essentiel des prêts, car jugés plus solvables et moins risqués (BRH, 2016–2025). Cette allocation sectorielle traduit une logique de rentabilité de court terme, mais se révèle en contradiction avec les besoins stratégiques du pays. L'économie réelle se retrouve ainsi piégée dans un cercle vicieux : faute de financement, elle ne peut améliorer sa productivité ; faute de productivité, elle demeure exclue du crédit bancaire.

La dollarisation du crédit accentue encore ces contraintes. Les entreprises locales qui génèrent leurs revenus en gourdes ne peuvent supporter les risques liés au remboursement de dettes en

dollars, surtout dans un contexte de dépréciation chronique. Elles sont donc exclues de facto du financement bancaire, tandis que seules les entreprises exportatrices ou liées au commerce international ont accès à des ressources conséquentes (FMI, 2022). L'économie réelle, tournée vers la satisfaction des besoins internes, est ainsi marginalisée au profit d'activités plus intégrées aux circuits mondiaux.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics, cette situation illustre une contradiction fondamentale. Répondre aux besoins de financement de l'économie réelle suppose d'élargir le crédit et d'assouplir la politique monétaire. Mais ces mesures risquent de relancer l'inflation, d'accroître la dépréciation de la gourde et de fragiliser davantage la stabilité financière. À l'inverse, maintenir une politique restrictive pour défendre la monnaie prive l'économie réelle des ressources nécessaires à sa transformation productive. Ce dilemme structurel confirme que la politique monétaire haïtienne fonctionne dans un régime d'arbitrages impossibles, où chaque choix en neutralise un autre.

Ainsi, l'incapacité à financer adéquatement l'économie réelle constitue l'une des principales limites de la politique économique haïtienne. Loin d'être un simple déficit de ressources, il s'agit d'une incompatibilité systémique entre la logique de stabilisation monétaire et la nécessité de soutenir la production et l'emploi. Tant que cette contradiction ne sera pas surmontée, l'économie haïtienne restera enfermée dans un cycle de stagnation, où la stabilité nominale se paye au prix d'un sous-développement productif persistant.

4.3. La contradiction centrale : stabilité vs financement

Au cœur de la politique monétaire haïtienne se trouve une contradiction centrale : la tension permanente entre l'impératif de stabilité macroéconomique et la nécessité de financer l'économie

réelle. Cette contradiction traverse l'ensemble des instruments de politique économique, qu'il s'agisse de la régulation monétaire, de l'allocation du crédit ou de la gestion de la dette publique. Elle illustre la difficulté de l'État haïtien à construire des choix publics compatibles et cohérents, confirmant l'hypothèse d'un régime d'incompatibilités structurelles.

D'un côté, la stabilité monétaire est considérée comme une priorité incontournable. Confrontée à une inflation chronique et à la dépréciation de la gourde, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a adopté une orientation restrictive : relèvement des taux d'intérêt, émission massive de bons pour absorber la liquidité, augmentation du coefficient de réserves obligatoires (BRH, 2016–2025). Ces instruments visent à contenir l'inflation et à préserver la crédibilité de la monnaie nationale, conditions nécessaires pour maintenir la confiance des agents et limiter la dollarisation.

D'un autre côté, ces mêmes mesures entravent la capacité de l'État et des acteurs économiques à financer le développement productif. Les taux d'intérêt élevés découragent l'investissement privé, tandis que les bons de la BRH attirent les ressources bancaires vers des placements sûrs et improductifs, au détriment du crédit aux secteurs productifs (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). Les entreprises locales, déjà fragilisées par la volatilité du taux de change et l'insécurité politique, se voient privées des financements indispensables pour moderniser leurs équipements, diversifier leur production et créer des emplois.

La contradiction est donc double : ce qui préserve la stabilité nominale mine la croissance réelle ; ce qui stimulerait le financement productif menacerait l'équilibre monétaire. Ce dilemme ne relève pas simplement d'une mauvaise articulation des politiques, mais d'un problème structurel. Dans une économie marquée par la dollarisation, la dépendance aux importations et la

faiblesse de l'épargne interne, chaque tentative de compromis se heurte à un verrou systémique : l'augmentation du crédit alimente l'inflation, et la lutte contre l'inflation asphyxie l'investissement (IHSI, 2022; Paul, 2019).

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), cette contradiction centrale incarne la quintessence du régime haïtien. L'État est enfermé dans une logique d'arbitrages impossibles, où les instruments de stabilisation se transforment en obstacles au financement du développement. Les politiques publiques ne parviennent pas à générer de complémentarités : elles se neutralisent mutuellement, produisant un équilibre instable qui reproduit les déséquilibres au lieu de les corriger.

La contradiction entre stabilité et financement constitue non seulement un problème macroéconomique, mais un obstacle à la construction d'une trajectoire nationale de développement. Tant que l'économie restera piégée dans ce dilemme structurel, la politique monétaire haïtienne ne pourra dépasser son rôle défensif et deviendra elle-même un facteur de reproduction des incompatibilités. Transformer cette contradiction en compatibilité construite — en articulant la stabilité des prix avec une stratégie de financement productif — apparaît dès lors comme une condition *sine qua non* pour refonder la cohérence des choix publics en Haïti.

4.4. Une illustration des incompatibilités des choix publics

L'articulation entre inflation persistante, taux d'intérêt restrictifs, dollarisation du crédit et sous-financement de l'économie réelle constitue une illustration paradigmatique des incompatibilités des choix publics en Haïti. À travers cet enchevêtrement de contraintes, on observe comment les instruments de politique monétaire et les arbitrages budgétaires, au lieu de produire de la

complémentarité, se neutralisent mutuellement et alimentent un régime de contradictions structurelles.

Un premier exemple est fourni par le financement des déficits publics. Lorsque la Banque de la République d'Haïti (BRH) élargit la base monétaire pour couvrir les besoins de l'État, la liquidité accrue alimente l'inflation et accélère la dépréciation de la gourde (BRH, 2016–2025; FMI, 2022). Pour corriger cette dérive, la BRH émet des bons et relève les taux d'intérêt, ce qui assèche la liquidité en gourdes, mais détourne les ressources bancaires de l'investissement productif vers des placements de court terme. L'effet net est paradoxal : l'instrument de stabilisation (stérilisation monétaire) crée un obstacle direct au financement de la croissance.

Un deuxième exemple concerne la dollarisation du crédit. Afin de préserver la stabilité des bilans bancaires et d'attirer les dépôts, les banques privilégient les prêts en dollars. Cette stratégie protège les institutions financières, mais exclut une majorité d'acteurs productifs dont les revenus sont en gourdes, aggravant ainsi l'exclusion financière et freinant la diversification de l'économie (CEPALC, 2021). Ici encore, un choix rationnel du point de vue micro-financier génère une incompatibilité macroéconomique : la stabilité du secteur bancaire se fait au détriment de l'investissement endogène.

Enfin, un troisième exemple est fourni par la gestion du taux de change. Les interventions de la BRH pour défendre la gourde, par le biais de ventes massives de devises, visent à freiner l'inflation importée et à protéger le pouvoir d'achat. Mais ces opérations réduisent les réserves internationales, fragilisent la balance des paiements et accroissent la dépendance vis-à-vis des transferts et de l'aide internationale (FMI, 2022). Ainsi, l'objectif de stabilité immédiate compromet la viabilité externe à moyen terme, renforçant la dépendance structurelle.

Ces exemples confirment que les politiques publiques en Haïti évoluent dans un cadre où chaque objectif atteint compromet un autre. Stabiliser la monnaie compromet le financement de l'économie ; soutenir la demande sociale creuse le déficit et alimente l'inflation ; défendre le taux de change érode les réserves et accroît la dépendance externe. Ces arbitrages impossibles constituent l'essence même de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), qui propose de lire l'économie haïtienne non pas comme une somme de déséquilibres isolés, mais comme un système où les contradictions sont structurellement intégrées.

En définitive, cette illustration montre que les instruments de politique économique en Haïti ne produisent pas les effets attendus parce qu'ils sont piégés dans un régime d'incompatibilités systémiques. Loin de générer de la cohérence, ils entretiennent une dynamique de reproduction des crises. Cette situation souligne la nécessité de dépasser les réponses conjoncturelles et de repenser en profondeur la compatibilité des objectifs publics, condition sine qua non pour transformer la logique de blocage en une trajectoire de développement cohérente.

Conclusion du Chapitre 4

L'analyse du secteur monétaire et bancaire haïtien sur la période 2016–2025 met en évidence une série de tensions structurelles qui traduisent, de manière exemplaire, les contradictions profondes de l'économie nationale. L'examen des agrégats monétaires, du crédit, de l'inflation, des taux d'intérêt et de la politique monétaire restrictive révèle un système où les instruments de régulation disponibles peinent à remplir leurs fonctions, prisonniers d'un environnement marqué par la

dollarisation, la fragilité institutionnelle et la faiblesse de la base productive.

L'étude des agrégats monétaires a montré une expansion rapide de la base monétaire et de la masse monétaire globale, portée par le financement récurrent du déficit budgétaire et la dollarisation. Cette croissance, en l'absence d'un accroissement parallèle de la production, a nourri des tensions inflationnistes persistantes, qui ont érodé le pouvoir d'achat et affaibli davantage la confiance dans la gourde. Le crédit au secteur privé, quant à lui, a révélé une double dynamique : une progression nominale, mais largement concentrée sur un nombre restreint d'entreprises solvables, et une domination du dollar comme instrument de financement. Ce déséquilibre a exclu les petites et moyennes entreprises de l'accès au crédit et limité les capacités d'investissement productif, renforçant le cercle vicieux de stagnation et de vulnérabilité.

L'analyse de l'inflation et des taux d'intérêt a confirmé la rigidité d'un système où les prix augmentent structurellement, alimentés par des chocs externes, des déséquilibres internes et une gouvernance monétaire contrainte. Les taux d'intérêt, prohibitifs en gourdes et sélectifs en dollars, illustrent les distorsions d'un marché financier dual, qui fragilise à la fois l'intermédiation bancaire et l'épargne nationale. Enfin, la confrontation entre la politique monétaire restrictive et les besoins de financement de l'économie a mis en lumière une incompatibilité fondamentale : contenir l'inflation et défendre la monnaie implique de limiter la liquidité, mais cette orientation prive l'économie réelle des ressources indispensables à l'investissement et à la croissance.

Ces différents éléments confirment la pertinence de la théorie des incompatibilités des choix publics. Le secteur monétaire et bancaire apparaît comme un espace où se matérialise de façon particulièrement nette l'impossibilité de concilier simultanément la stabilité macroéconomique, le financement du développement

et la confiance sociale dans la monnaie. Chaque tentative de privilégier un objectif — discipline monétaire, soutien au crédit, défense de la gourde — se traduit par des effets pervers sur les autres dimensions. La dollarisation accentue cette dynamique, en réduisant la portée des instruments de politique monétaire et en inscrivant l'économie haïtienne dans une dépendance structurelle vis-à-vis des flux externes.

En définitive, la décennie 2016–2025 révèle un secteur monétaire et bancaire qui, loin de jouer un rôle moteur dans le développement, agit comme un miroir grossissant des contradictions du système économique haïtien. La BRH, bien que dotée d'outils classiques de régulation, se trouve contrainte par des forces qui échappent largement à son contrôle : déficits budgétaires, instabilité politique, dollarisation, dépendance aux transferts de la diaspora. Le système bancaire, de son côté, oscille entre une solidité institutionnelle apparente et une faible inclusion, renforçant la segmentation entre une économie insérée dans les circuits financiers internationaux et une majorité d'acteurs confinés à l'informalité.

Cette conclusion souligne que la politique monétaire, en Haïti, ne peut être pensée de manière isolée. Elle est inséparable des choix budgétaires, des déséquilibres extérieurs et des dynamiques sociales. Le secteur monétaire et bancaire n'est pas seulement un champ technique de régulation, mais le révélateur d'une incompatibilité systémique qui empêche la construction d'une trajectoire de développement cohérente. C'est ce constat qui prépare l'analyse du secteur public et budgétaire, objet du Chapitre 5, où l'on retrouvera, sous une autre forme, les mêmes tensions entre discipline macroéconomique, dépendance externe et besoins sociaux pressants.

Bibliographie

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2013). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*. Phoenix: Crown Business.
- Banque mondiale. (2020). *Haiti Overview*. Washington, DC: World Bank Group.
- BRH. (2016–2025). *Économie en Graphes*. Port-au-Prince: Banque de la République d’Haïti.
- BRH. (2021). *Rapport Annuel*. Port-au-Prince: Banque de la République d’Haïti.
- Cardoso, F. H., & Faletto, E. (1979). *Dependency and Development in Latin America*. California: University of California Press.
- CEPALC. (2021). *Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2021*. New York: Nations Unies.
- Dos Santos, T. (1970). The Structure of Dependence. *American Economic Review*, 60(2), 231–236. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/1815811>
- Dubois, L. (2012). *Haiti: The Aftershocks of History*. New York: Metropolitan Books.
- Dupuy, A. (2014). *Haiti: From Revolutionary Slaves to Powerless Citizens*. London: Routledge.

- Escobar, A. (2011). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- Evans, P. (2010). *The challenge of 21st century development: Building capability-enhancing states*. New York: United Nations Development Programme.
- Fanon, F. (2004). *Les Damnés de la Terre*. Paris: La Découverte.
- Fatton, R. (2002). *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy*. Boulder: Lynne Rienner Publishers Inc.
- Fatton, R. (2021). *The Guise of Exceptionalism: Unmasking the National Narratives of Haiti and the United States*. New Brunswick: Rutgers University Press.
- FMI. (2020). *Haiti: Staff Report for the 2020 Article IV Consultation*. Washington, DC: Fonds monétaire international.
- FMI. (2022). *Haiti: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: Fonds monétaire international.
- Frank, A. G. (1967). *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*. New York: Monthly Review Press.
- Friedman, M. (1962). *Capitalism and Freedom*. Chicago: University of Chicago Press.

- Friedman, M. (1968). The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.
- Friedman, M., & Schwartz, A. J. (1963). *A Monetary History of the United States, 1867–1960*. Princeton: Princeton University Press.
- Girvan, N. (2008). Globalization and counter-Globalization in the caribbean. Dans H. (. Veltmeyer, *New Perspectives on Globalization and Antiglobalization: Prospects for a New World Order?* (pp. 1-15). London: Routledge.
- Hirschman, A. O. (1958). *The Strategy of Economic Development*. New Haven: Yale University Press.
- IHSI. (2022). *Comptes économiques et indices de production*. Port-au-Prince: Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique.
- Jerven, M. (2013). *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*. New York: Cornell University Press.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- MEF. (2018). *Rapport sur les finances publiques*. Port-au-Prince: Ministère de l’Économie et des Finances.

- MEF. (2021). *Rapport sur la situation macroéconomique et les perspectives*. Port-au-Prince: Ministère de l'Économie et des Finances.
- Mundell, R. A. (1963). Capital Mobility and Stabilization Policy under Fixed and Flexible Exchange Rates. *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 29(4), 475–485. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/139336>
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Orozco, M., & Jewers, M. (2019). *The impact of migrants' remittances and investment on rural youth*. Washington, DC: Inter-American Dialogue. Récupéré sur www.ifad.org/ruraldevelopmentreport
- Paul, C. (2019). *État, gouvernance et dépendance internationale en Haïti*. Paris: Karthala.
- Prebisch, R. (1950). *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*. New York: United Nations.
- Providence, C. (2015). *Le système aide-projet mondial et la problématique du développement en Haïti : Quelles externalités locales ?* Schoelcher: Université des Antilles - Laboratoire CEREGMIA.

- Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.
- Providence, C. (2025a). *Territoire en mouvement : Repenser le développement pour un avenir durable en Haïti*. Paris: L'Harmattan.
- Providence, C. (2025b). *Le pouvoir du diagnostic territorial : Repenser le développement et la gouvernance en Haïti à partir des territoires*. Paris: L'Harmattan.
- Rodrik, D. (2007). *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions and Economic Growth*. Princeton: Princeton University Press.
- Said, E. (1978). *Orientalism*. New York: Pantheon Books.
- Sen, A. (2001). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Trouillot, M.-R. (2000). *Haiti: State against Nation. The Origins and Legacy of Duvalierism*. New York: Monthly Review Press.
- UNESCO. (2021). *Global Education Monitoring Report: Central America and the Caribbean*. Paris: UNESCO.
- Wallerstein, I. (2011). *The Modern World-System I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-*

Economy in the Sixteenth Century. California: University of California Press.